FINI LE COURANT BON MARCHÉ

Le projet "Hercule" ne relève pas d'un simple montage financier. Le procédé pousse plus avant la privatisation et avec elle… la hausse de la facture électrique pour les consommateurs. Démonstration.

PAR EMMANUEL LÉVY

Mastar / Sipa

JEAN-BERNARD LÉVY, PDG d'EDF. Le projet "Hercule" conforte la marche vers un système concurrentiel.

Il faut également protéger les consommateurs français contre les hausses de prix de marché, qui peuvent fluctuer très fortement. » L'injonction ne vient pas d'une association de consommateurs mais de Jean-Bernard Lévy, le patron d'EDF. Dans un mail confidentiel adressé au top management du groupe et destiné à faire le point sur le projet « Hercule », le patron d'EDF sait qu'il tient là un des arguments capables de faire mouche auprès de l'opinion publique. En l'état, le projet conforte en effet la marche vers un système concurrentiel, déjà synonyme de facture plus « salée » pour les consommateurs. Et de fait, après une hausse de 7 % en 2019, les Français devraient à nouveau voir leur facture gonfler au 1er janvier 2020, de 3,5 % à 4 %, soit près de 60 € par an pour les ménages se chauffant à l'électricité, selon une information du *Parisien*.

Longtemps habitués à un kilowattheure bon marché, les Français ont pu goûter, depuis dix ans, aux joies de la concurrence. Là où était promise une baisse générale des prix, c'est au contraire un mouvement massif de hausse qui s'est produit. Selon les chiffres d'Eurostat, l'électricité, qui était 30 % moins chère que la moyenne européenne, en 2010, ne l'était plus que de 17 % en 2016. Depuis 2010, alors que la structure de production n'a quasiment pas évolué – elle reste à 85 % nucléaire –, le kilowattheure a progressé de plus de 30 %…

Chère transition verte

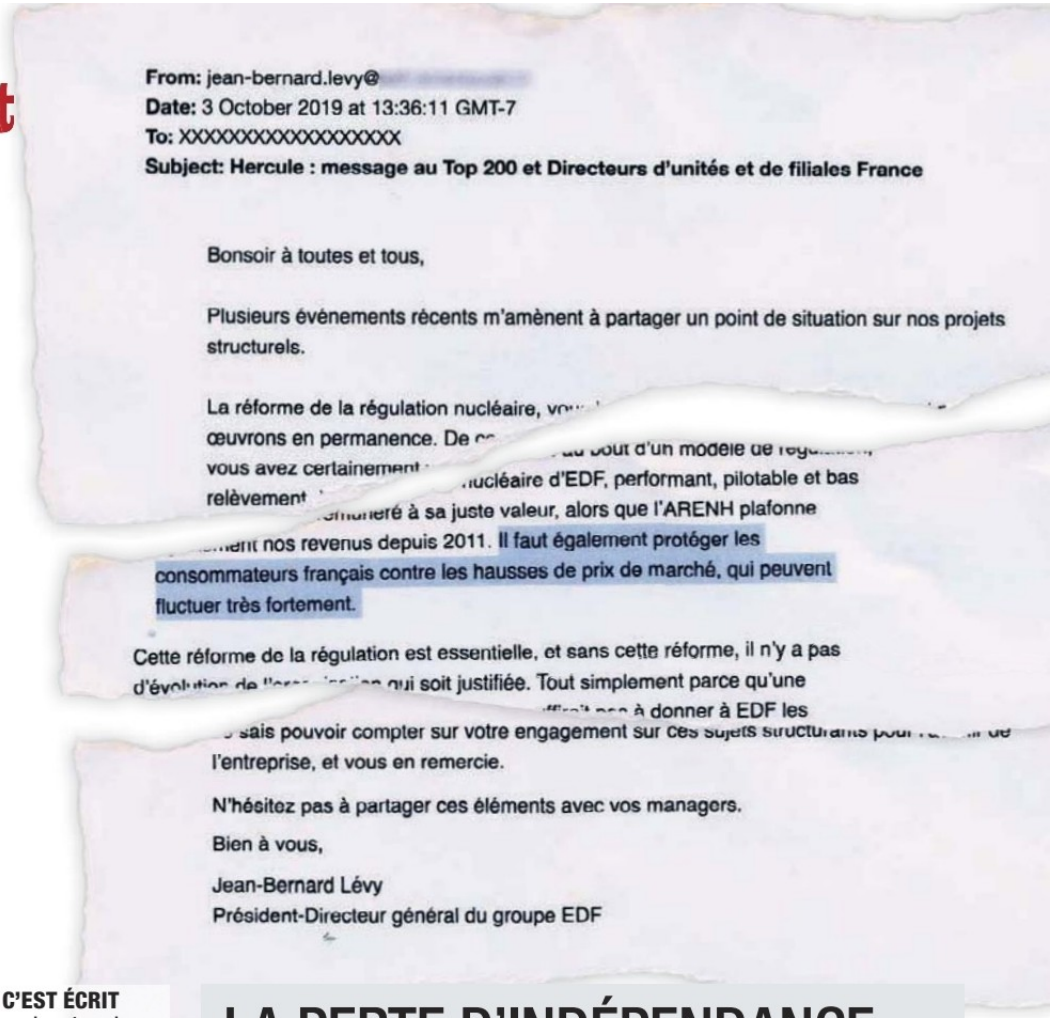
Si les coûts de production sont restés stables, ainsi que le coût de commercialisation, 35 % de la facture en 2017, il en va tout autrement de ses deux autres composantes : les taxes et les coûts de transport. Les premières pèsent à présent près de 35 % de la facture, 30 % pour les seconds. Ces deux postes se sont littéralement envolés, sous le même effet : la politique de transition énergétique vers les renouvelables, éolien et solaire en tête. Or « Hercule » envisage d'aller plus avant dans cette mutation, à travers une filiale en partie privatisée (EDF « vert »). Une part accrue des taxes est en effet affectée à l'ensemble du système de subvention des éoliennes, panneaux solaires et autres travaux d'isolation thermique.

Quand à RTE, l'entreprise qui gère le maillage électrique du pays, elle-même explique dans son rapport annuel que le tiers de ses investissements est aujourd'hui consacré à l'adaptation du réseau *« à la transition énergétique »*. Des milliards d'euros facturés par EDF aux consommateurs et qui finissent dans d'autres caisses que celles de l'opérateur historique. >

APRÈS UNE HAUSSE DE 7 % EN 2019, LES FRANÇAIS DEVRAIENT À NOUVEAU VOIR LEUR FACTURE GONFLER AU 1ER JANVIER 2020, DE 3,5 % À 4 %.

> Autre facteur inflationniste visible sur la facture énergétique et renforcé par « Hercule » : la généralisation de la concurrence sur le marché électrique. *« Le marché de l'électricité est typiquement celui pour lequel la concurrence est moins efficiente. Mais qu'importe : sous la pression de Bruxelles, la France a dû créer artificiellement un marché concurrentiel de l'électricité. Or les deux énergies les moins chères que sont le nucléaire et l'hydroélectrique sont dans les mains d'EDF, ce qui complique les choses pour les concurrents, qui sont essentiellement des distributeurs qui achètent de l'énergie. Pour que cela fonctionne, EDF a été contraint de fournir à un prix coûtant son électricité nucléaire à ses concurrents »*, explique David Cayla, économiste à l'université d'Angers. Ce programme porte un nom : Arenh pour Accès régulé à l'énergie nucléaire historique (voir encadré, p 16).

Pour ses concurrents, c'est simple. Soit le prix sur le marché européen est inférieur, et ils se fournissent sur le marché de gros, soit c'est plus cher et ils frappent à la porte d'EDF. Autrement dit, l'opérateur historique perd sur tous les tableaux : quand il pourrait vendre plus cher sa production sur le marché national ou à l'export, vers l'Allemagne, par exemple, il doit la vendre à prix coûtant. Et quand c'est moins cher, EDF, dont les productions sont quasi constantes, se retrouve avec des surplus dont personne ne veut. Bref, l'opérateur historique est grand perdant. ■ EM.L.



From: jean-bernard.levy@
Date: 3 October 2019 at 13:36:11 GMT-7
To: XXXXXXXXXXXXXXXXXX
Subject: Hercule : message au Top 200 et Directeurs d'unités et de filiales France

Bonsoir à toutes et tous,

Plusieurs événements récents m'amènent à partager un point de situation sur nos projets structurels.

La réforme de la régulation nucléaire, vo
œuvrons en permanence. De c
vous avez certainement
relèvement
ucléaire d'EDF, performant, pilotable et bas
à sa juste valeur, alors que l'ARENH plafonne
nos revenus depuis 2011. Il faut également protéger les consommateurs français contre les hausses de prix de marché, qui peuvent fluctuer très fortement.

Cette réforme de la régulation est essentielle, et sans cette réforme, il n'y a pas d'évolution de l'
qui soit justifiée. Tout simplement parce qu'une
à donner à EDF les
sais pouvoir compter sur votre engagement sur ces sujets structurants pour
l'entreprise, et vous en remercie.

N'hésitez pas à partager ces éléments avec vos managers.

Bien à vous,

Jean-Bernard Lévy
Président-Directeur général du groupe EDF

C'EST ÉCRIT par le patron dans un document que *Marianne* s'est procuré. Jean-Bernard Lévy se soucie des probables hausses de prix pour les usagers dans le sillage du Meccano financier en préparation.

Aurélien Morissard / MaxPPP

LA PERTE D'INDÉPENDANCE ÉNERGÉTIQUE

« En France, on n'a pas de pétrole, mais on a des idées ». Le slogan des années 70 avait trouvé sa traduction avec le programme nucléaire français sous la conduite d'un fleuron, EDF. Mais le démantèlement de l'opérateur historique, à venir, risque de mettre à mal l'indépendance électrique tricolore. *« Il y a une double aberration économique à ce démantèlement. Déjà bien en peine de faire face à ses colossaux besoins d'investissements, EDF bleu, en charge des centrales nucléaires, sera encore plus fragile financièrement. Il lui reviendra la mission de subventionner l'essentiel des petites unités de production dites renouvelables qui devraient se multiplier »*, assure Nicolas Mazzucchi, de la Fondation pour la recherche stratégique. Mais au-delà d'EDF, c'est tout le système électrique français qui en sera déstabilisé. Voulue par Bruxelles, l'ouverture à la concurrence partout en Europe s'est accompagnée d'une concentration des acteurs selon le principe « l'union fait la force ». Avec forcément l'entrée d'un nouveau joueur : la Chine. En Grèce, en Italie, au Luxembourg, au Portugal, quelques grands noms de la distribution sont tombés dans l'escarcelle de géants, quasi étatiques, de l'empire du Milieu. *« Ces investissements ne sont pas ceux d'un bon père de famille qui cherche du rendement. Il s'agit avant tout de sécuriser des positions dans la perspective du grand pont électrique transsibérien que les Chinois comptent réaliser d'ici à trente ans »*, décrypte Nicolas Mazzucchi. Un pont parsemé de centrales nucléaires, dont Pékin est en passe de maîtriser les technologies. La Chine bénéfice déjà sur son sol des trois grandes variantes de réacteurs du futur (français, russe et américain). Elle ne va pas se faire prier pour faire son marché dans cet éventail technologique. ■ EM.L.